**CHAMBRE DISCIPLINAIRE
DE PREMIERE INSTANCE DE L'ORDRE
DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES DE
NOUVELLE-AQUITAINE**

CD 2024-09A, CD 2024-09B

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

M. A
M. B
c/
Mme X

La chambre disciplinaire de première instance
de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de
Nouvelle-Aquitaine

M. Normand
Président

M. Chaubet
Rapporteur

Audience du 30 juin 2025
Rendue publique par affichage le 25 juillet 2025

I/ Une plainte a été enregistrée, sous le n° CD 2024-09A, au greffe de la chambre disciplinaire de première instance du conseil régional de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Nouvelle-Aquitaine, le 25 juin 2024, présentée par M. A, masseur-kinésithérapeute exerçant XXX et transmise par le conseil départemental de la Gironde qui déclare ne pas s'y associer.

M. A demande à la chambre disciplinaire d'infliger une sanction disciplinaire à Mme X, masseur-kinésithérapeute exerçant XXX.

Il soutient que Mme X a signé en avril 2019, un contrat d'assistantat comportant une clause de non-concurrence qu'elle n'avait pas l'intention de respecter puisqu'elle avait dissimulé à ses confrères et à son ordre son activité exercée au XXX et au XXX.

Par des mémoires en défense, enregistrés les 21 mars 2025 et 25 juin 2025, Mme X représentée par Me Roziere-Bernard conclut au rejet de la plainte, à ce que la somme de 5 000 euros lui soit versée à titre de dommages et intérêts et à ce que MM. A et B soient condamnés solidairement à lui verser la somme de 3 000 euros sur le fondement des dispositions de l'article 75-1 de la loi n°01-647 du 10 juillet 1991.

Elle fait valoir que :

- la plainte est irrecevable du fait de la conciliation totale du 17 juillet 2023 dont le procès-verbal a valeur de transaction entre les parties au sens de l'article 2044 du code civil ; au surplus, M. B n'est pas partie au contrat ;

- en tout état de cause, elle n'a pas dissimulé à ses confrères, lors de la signature du contrat, son activité et n'avait donc pas, à la signature du contrat, l'intention de ne pas respecter la clause de non-concurrence ;
- la clause de non-concurrence est illégale.

Par un mémoire, enregistré le 13 juin 2025, M. A représenté par Me Molierac conclut aux mêmes fins que la requête et à ce que Mme X soit condamnée à lui verser la somme de 1 500 euros sur le fondement des dispositions de l'article 75-1 de la loi n°01-647 du 10 juillet 1991.

Il soutient également que Mme X a ouvert, le 15 avril 2023, une nouvelle activité principale au XXX avec le numéro de conventionnement lié au cabinet de MM. A et B ; elle a également créé un numéro de conventionnement fictif inactif à l'adresse du XXX qu'elle a ensuite transmis à Mme D ; elle a ainsi méconnu les articles R. 4321-57, R. 4321-99, R. 4321-100 et R. 4321-129 du code de la santé publique.

II/ Une plainte a été enregistrée, sous le n° CD 2024-09B, au greffe de la chambre disciplinaire de première instance du conseil régional de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Nouvelle-Aquitaine, le 25 juin 2024, présentée par M. B, masseur-kinésithérapeute exerçant XXX et transmise par le conseil départemental de la Gironde qui déclare ne pas s'y associer.

M. B demande à la chambre disciplinaire d'infliger une sanction disciplinaire à Mme X masseur-kinésithérapeute exerçant XXX.

Il soutient que Mme X a signé en avril 2019, un contrat d'assistantat comportant une clause de non-concurrence qu'elle n'avait pas l'intention de respecter puisqu'elle avait dissimulé à ses confrères et à son ordre son activité exercée au XXX et au XXX.

Par des mémoires en défense, enregistrés les 21 mars 2025 et 25 juin 2025, Mme X représentée par Me Roziere-Bernard conclut au rejet de la plainte, à ce que la somme de 3 000 euros lui soit versée à titre de dommages et intérêts et à ce que MM. A et B soient condamnés solidairement à lui verser la somme de 3 000 euros sur le fondement des dispositions de l'article 75-1 de la loi n°01-647 du 10 juillet 1991.

Elle fait valoir que :

- la plainte est irrecevable du fait de la conciliation totale du 17 juillet 2023 dont le procès-verbal a valeur de transaction entre les parties au sens de l'article 2044 du code civil ; au surplus, M. B n'est pas partie au contrat ;
- en tout état de cause, elle n'a pas dissimulé à ses confrères, lors de la signature du contrat, son activité et n'avait donc pas, à la signature du contrat, l'intention de ne pas respecter la clause de non-concurrence ;
- la clause de non-concurrence est illégale.

Par un mémoire, enregistré le 13 juin 2025, M. B représenté par Me Molierac conclut aux mêmes fins que la requête et à ce que Mme X soit condamnée à lui verser la somme de 1 500 euros sur le fondement des dispositions de l'article 75-1 de la loi n°01-647 du 10 juillet 1991.

Il soutient également que Mme X a ouvert, le 15 avril 2023, une nouvelle activité principale au XXX avec le numéro de conventionnement lié au cabinet de MM. A et B ; elle a également créé un numéro de conventionnement fictif inactif à l'adresse du XXX qu'elle a ensuite transmis à Mme D ; elle a ainsi méconnu les articles R. 4321-57, R. 4321-99, R. 4321-100 et R. 4321-129 du code de la santé publique.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- Le code de la santé publique ;
- Le code de justice administrative.

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience.

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 30 juin 2025 :

- Le rapport de M. Chaubet, rapporteur,
- Les observations de Me Molierac, représentant M. A et M. B, qui reprend les termes de ses écritures,
- Les observations de Me Roziere-Bernard, représentant Mme X ayant été invitée à prendre la parole en dernier et à qui son droit à garder le silence a été rappelé.

Considérant ce qui suit :

Sur la jonction :

1. Les affaires enregistrées sous les n° CD 2024-09A et CD 2024-09B, présentent à juger des questions semblables et ont fait l'objet d'une instruction commune ; il y a lieu de les joindre pour statuer par une seule décision.

Sur le litige :

2. Il ressort des pièces du dossier que Mme X a fait l'objet d'une première plainte de M. A pour violation d'une clause de non-concurrence, qui a donné lieu, le 17 juillet 2023, en application de l'article L. 4123-2 du code de la santé publique, à la conclusion d'un procès-verbal de conciliation valant transaction, selon lequel les parties déclarent avoir trouvé un accord à leur litige et se désistent des actions ouvertes. Postérieurement à ce procès-verbal, M. A et M. B ont déposé une nouvelle plainte contre Mme X en lien avec la précédente plainte. Ils soutiennent, dans la présente instance, que Mme X a manqué à la déontologie de sa profession dès lors que d'une part, elle a signé un contrat d'assistantat le 1^{er} avril 2019 en sachant qu'elle ne pourrait pas honorer la clause de non-concurrence y figurant en son article 18 et que d'autre part, en méconnaissance de la transaction, elle avait ouvert dès le 15 avril 2023, une nouvelle activité principale au XXX avec le numéro de conventionnement lié au cabinet de MM. A et B sis XXX et créé à cette adresse là un numéro de conventionnement fictif inactif qu'elle a ensuite transmis à Mme D, masseur-kinésithérapeute qui avait vocation à la remplacer dans le cabinet de MM. A et B.

3. Aux termes de l'article L. 4123-2 du code de la santé publique : (...) « *Lorsqu'une plainte est portée devant le conseil départemental, son président en accuse réception à l'auteur, en informe le médecin, le chirurgien-dentiste ou la sage-femme mis en cause et les convoque dans un délai d'un mois à compter de la date d'enregistrement de la plainte en vue d'une conciliation. En*

cas d'échec de celle-ci, il transmet la plainte à la chambre disciplinaire de première instance avec l'avis motivé du conseil dans un délai de trois mois à compter de la date d'enregistrement de la plainte, en s'y associant le cas échéant ». Aux termes de l'article 2044 du code civil : « *La transaction est un contrat par lequel les parties, par des concessions réciproques, terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître. Ce contrat doit être rédigé par écrit.* »

4. Mme X invoque la transaction du 17 juillet 2023 à l'appui d'un moyen en défense tiré de l'irrecevabilité des plaintes de MM. A et B.

5. Il ressort des termes mêmes de cette transaction que les parties ont constaté que Mme X disposait de 2 numéros de conventionnement sur la zone litigieuse et que Mme X proposait de désigner comme successeur à la CPAM la personne désignée par le titulaire en contrepartie de quoi le titulaire renonçait à la clause de non-concurrence et laissait toute liberté à Mme X pour s'installer où elle le souhaite. Ce faisant, M. A était nécessairement informé, le 17 juillet 2023, de ce que Mme X disposait à Bordeaux, de deux numéros de conventionnement l'un au XXX et l'autre au XXX. Ainsi, en portant à la connaissance de Mme D, masseur-kinésithérapeute désignée par M. A, son numéro de conventionnement correspondant à son activité sise XXX, Mme X a respecté la transaction qu'elle a signée alors même que d'une part, le 29 janvier 2024, la CPAM, en application des règles régissant l'installation des masseurs-kinésithérapeutes en zone surdotée, a refusé le conventionnement de Mme D au motif que l'activité principale de Mme X est située à XXX, et que d'autre part, à compter du 15 avril 2023, Mme X s'était installée, pour l'exercice de son activité principale, au XXX sous couvert de son deuxième numéro de conventionnement du XXX (dont l'ordre départemental était informé de l'existence). Si les parties ont également indiqué qu'ils « *reconnaissent que cet accord dépend de la décision qui sera prise par la CPAM et conviennent qu'en cas de refus de cette dernière une nouvelle réunion de conciliation pourrait être organisée afin de convenir d'une autre solution* », ils n'ont pas, compte tenu des termes non prescriptifs ainsi employés dans la transaction, intégré à celle-ci une condition suspensive ou résolutoire inhérente à une décision future de la CPAM mais simplement posé, dans l'hypothèse d'une décision de la CPAM refusant le conventionnement du masseur-kinésithérapeute proposé par le titulaire, les bases d'une nouvelle négociation entre les parties. Enfin, eu égard à l'objet de la procédure de conciliation, à son caractère obligatoire, et au rôle qui est celui du conseil départemental de l'ordre durant son déroulement, le procès-verbal établi à l'occasion de la procédure de conciliation organisée, sous l'égide du conseil départemental, entre M. A et Mme X est opposable à M. B. Par suite, tant au regard de son objet qui libère Mme X de sa clause de non-concurrence que de sa correcte exécution par celle-ci, la transaction du 17 juillet 2023 fait obstacle à l'action disciplinaire de M. A et M. B.

6. Il résulte de tout ce qui précède que les plaintes de M. A et de M. B doivent être rejetées.

7. Aux termes de l'article 75-1 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991, applicable en l'espèce fautive, pour les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative d'avoir été étendues aux masseurs-kinésithérapeutes : « *Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation (...)* ».

8. Ces dispositions font obstacle à ce que soit mise à la charge de Mme X qui n'est pas la partie perdante, la somme demandée par M. A et M. B au titre des frais exposés par eux et non compris dans les dépens. Il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de M. A et M. B le versement d'une somme à Mme X au titre des frais qu'elle a exposés.

DECIDE :

Article 1^{er} : Les requêtes de M. A et de M. B sont rejetées.

Article 2 : Le surplus des conclusions de Mme X est rejeté.

Article 3 : La présente décision sera notifiée à M. A, M. B, Mme X, au conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de la Gironde, au Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Bordeaux, au Directeur général de l'Agence régionale de Santé de Nouvelle-Aquitaine, au Conseil national de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes et à la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles.

Délibéré après l'audience du 30 juin 2025, où siégeaient :

- M. Normand, Président ;
- M. Chaubet, rapporteur ;
- M. Holle, M. Simon et M. Patrier.

Rendue publique par affichage le 25 juillet 2025.

Le Président

Nicolas NORMAND

La Greffière

Louise THIRION

La Greffière

La République mande et ordonne au ministre chargé de la santé en ce qui le concerne, ou à tous commissaires de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision